



# La guerre indirecte franco-américaine

## au Vietnam (1948-1963)

Christopher GOSCHA

L'ancien empereur du Vietnam le savait : ils viendraient frapper à sa porte. C'est ce qu'ils faisaient toujours. Le fait que Bao Dai ait abdiqué en 1945, qu'il ait supplié Charles de Gaulle de ne pas reconquérir par la force le Vietnam et qu'il soit resté un conseiller au sein du nouveau gouvernement national de Ho Chi Minh, créé en 1945, ne les arrêterait pas. Ces hommes voulaient obtenir de lui exactement la même chose pour laquelle les Français l'avaient manipulé depuis qu'il était enfant : l'empereur incarnait une arme coloniale à opposer aux nationalistes et aux communistes, un symbole vivant de la collaboration franco-vietnamienne ; il était la figure royale qui permettrait aux Français de rallier les masses paysannes, un instrument administratif permettant de gouverner indirectement le pays.

Pourtant, la « solution Bao Dai » n'est pas née après la Seconde Guerre mondiale, mais a vu le jour au lendemain de la première<sup>1</sup>. Léon Pignon, Haut-commissaire de France en Indochine entre 1948 et 1950, fort de sa longue expérience d'avant-guerre dans la colonie, savait très bien, lui aussi, que Bao Dai serait sollicité de nouveau. Trois aspects cependant distinguaient la solution Bao Dai imaginée par Pignon de ses versions antérieures : les Français acceptaient à présent d'étendre la monarchie à tout le

Vietnam ; le roi vietnamien travaillerait en tandem avec les monarches sous contrôle français, au Laos et au Cambodge, dans le cadre d'une solution indochinoise ; les Français aligneraient ces trois États associés avec l'Ouest, afin d'utiliser la Guerre froide pour prolonger indirectement le pouvoir colonial en Indochine<sup>2</sup>.

Enfin, Pignon cherchait un soutien international pour la monarchie coloniale. Que les Français aient songé à faire appel

aux Américains pour tenir l'Asie du sud-est est un fait bien connu. Les Anglais firent pareil. Confrontés à des insurrections à direction communiste en Malaisie et au Vietnam, les Français et les Anglais pressèrent les Américains, au départ hésitant, de surmonter leur réticence et de s'engager pour défendre la sécurité de l'Asie du sud-est contre un mal bien plus grand que le colonialisme : l'expansion communiste sino-soviétique. À partir de

1948, les Français, secondés par les Anglais, commencèrent à avancer la solution Bao Dai dans les conversations avec les diplomates américains tandis que les stratégies à Washington tâchaient de financer la rapide reconstruction du Japon, pièce maîtresse de l'endiguement américain en Asie, notamment grâce aux recettes d'exportations de l'Asie du sud-est. La solution Bao Dai devenait de plus en plus séduisante<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voir mon chapitre « La fabrique coloniale des rois en Indochine », Agathe Larher-Goscha et François Guillemot, *Vietnam. La colonisation des corps*, Paris, Vendémiaire, 2014.

<sup>2</sup> Je m'appuie sur les travaux novateurs de Laurent Césari, *Le problème diplomatique de l'Indochine, 1945-1957*, Paris, Les Indes Savantes, 2013 et Pierre Grosser, *La France et l'Indochine (1953-1956). Une « carte de visite » en « peau de chagrin »*, Paris, Institut d'études politiques de Paris, 2002, thèse de troisième cycle.

<sup>3</sup> Mark Lawrence, *Assuming the Burden: Europe and the American Commitment to War in Vietnam*, Berkeley, University of California Press, 2005; Mark

Lawrence, *Recasting Vietnam: The Bao Dai Solution and the Outbreak of the Cold War in Southeast Asia*, Christopher Goscha et Christian Ostermann, eds., *Connecting Histories: Decolonization and the Cold War in Southeast Asia*, (1945-1962), Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 15-38; Andrew Rotter, *The Path to Vietnam: Origins of American Commitment to Southeast Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 1989; Andrew Rotter, *The Triangular Route to Vietnam: The United States, Great Britain, and Southeast Asia, 1945-1950*, *The International History Review*, vol 6, no 3 (1984) p. 404-423.

Léon Pignon,  
l'homme  
de la solution  
Bao Dai

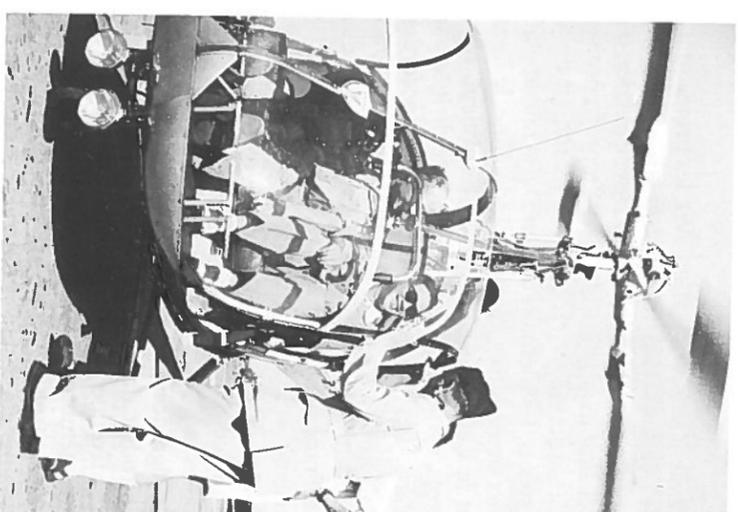


## Le protectorat indochinois de Léon Pignon et son soutien international Un État associé du Vietnam

Léon Pignon, en poste au sein de l'administration indochinoise depuis le début des années 1930, fut le cerveau de la « solution Bao Dai » d'après-guerre. Dès juillet 1946, il avait reproché au commandement militaire français d'avoir joint ses forces à la République Démocratique du Vietnam (RDV) afin d'expulser les nationalistes non-communistes du Vietnam en profitant du repli de l'armée République chinoise<sup>4</sup>. Il ne fallait pas se fier au ton violemment anti-français que ces derniers pouvaient adopter en public, déclarait le conseiller politique auprès du Haut-commissaire. Leur anticommunisme était plus fort que leur anticolonialisme. Les Français devaient donc exploiter l'opposition nationaliste anticommuniste pour combattre le véritable ennemi de la France, à savoir la RDV. En quelques mots, Pignon présentait ainsi, en 1946, sa stratégie à son supérieur : « L'opposition au gouvernement actuel de la République Démocratique du Viêt Nam doit servir les intérêts permanents de la France dans le pays. Il faut en tirer profit, quelles que soient la valeur et la nature de ses dispositions apparentes à notre égard »<sup>5</sup>. Il conseilla au Haut-commissaire de s'appuyer sur la monarchie afin de rassurer les nationalistes non-communistes autour d'une solution pro-française. En janvier 1947, le Haut-commissaire Georges Thierry d'Argenlieu donnait son aval et demandait à son gouvernement d'engager une restauration de « l'institution monarchique traditionnelle »<sup>6</sup>. Sans plus tarder, il envoya les anciens administrateurs ayant travaillé avant-guerre en Indochine prendre contact avec Bao Dai en Chine du sud et entamer des pourparlers.

Bien qu'il ait accepté d'ouvrir des négociations avec le successeur de Thierry d'Argenlieu, Emile Bollaert, Bao Dai refusa cependant de revenir au Vietnam, à moins que les Français n'envisagent sérieusement l'unification du pays et ne lui accordent l'indépendance. Les Français échouèrent dans leur tentative de détruire le gouvernement Ho Chi Minh lors de l'Opération Léa, à l'automne 1947, censée ouvrir la voie à un gouvernement non-communiste ayant l'empereur à sa tête. Bao Dai campa sur ses positions. En 1947 et 1948, de nombreux nationalistes non-communistes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, exhortèrent Bao Dai à garder le cap, convaincus qu'ils pourraient dresser la monarchie contre les Français et les communistes, voire même obtenir un soutien américain à leur plan. De nombreuses réunions eurent lieu, de tous côtés (y compris avec les Américains en Chine), mais elles ne débouchèrent sur aucun progrès significatif.

Pour les Français, cependant, l'échec n'était pas envisageable. En octobre 1948, alors qu'ils redoublaient leurs efforts pour construire un État autour de Bao Dai, le gouvernement du Mouvement républicain populaire nomma Léon Pignon au poste de Haut-commissaire pour l'Indochine<sup>7</sup>. Avec le soutien de son gouvernement, Pignon mobilisa immédiatement ses réseaux indochinois et consacra toute son énergie à la résolution du problème vietnamien au moyen de la solution Bao Dai. Le nouveau Haut-commissaire était par ailleurs fin observateur de la scène internationale. Il suivait attentivement la manière dont la crise de Berlin, le Coup de Prague et le Plan Marshall conduisaient les superpuissances au bord du précipice en Europe. La polarisation du système international d'après-guerre en deux blocs était flagrante, de même que l'engagement croissant des États-Unis en Europe de l'Ouest, symbolisé par la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en avril 1949. En Asie, Pignon comprit que les événements en Chine influenceraient directement le sort de l'Indochine française. Or, ce début d'année 1949 n'augurait rien de bon : Mao Zedong s'appropriait à battre Chang Kai-shek et, sans nul doute, à conclure une alliance avec les Soviétiques qui aurait pour effet de rallonger le bloc communiste jusqu'à la frontière nord de l'Indochine.



Bao Dai fait un vol sur  
un hélicoptère Hiller  
H.23 de l'ELA 52

Une autre évolution, toute aussi inquiétante, se profilait à l'horizon : la décolonisation était en marche en Asie – la Birmanie, l'Inde et les Philippines avaient désormais acquis leur indépendance. Pignon suivait également avec appréhension la manière dont les États-Unis, les Nations Unies et l'Inde faisaient pression sur les Hollandais pour qu'ils lâchent définitivement l'Indonésie.

Contre toute attente, le Haut-commissaire, son équipe et le gouvernement français restèrent persuadés que le maintien de l'Indochine française (et de l'Afrique) était vital pour les intérêts français et que la solution Bao Dai constituait le meilleur moyen de les conserver. Pignon conçut ainsi une stratégie à trois volets, qui visait à apaiser certaines demandes émanant des non-communistes vietnamiens mais sans pour autant mettre fin à l'administration coloniale indirecte de la France en Indochine. Premier volet, le Haut-commissaire abandonnait le cadre pentagonal de la Fédération indochinoise (qui existait de facto depuis 1945) au profit de la création d'États associés de l'Indochine : le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Cela signifiait pour le Vietnam que les Français acceptaient de mettre un terme au statut qui faisait de la Cochinchine une colonie et qu'ils enté-

<sup>4</sup> Les accords de Postdam signés au milieu de l'année 1945 habilitaient les Anglais à recevoir la capitulation japonaise en Indochine en dessous du 16<sup>e</sup> parallèle et la République de Chine au nord de cette ligne.

<sup>5</sup> Cité dans mon mémoire « Le premier échec contre-révolutionnaire au Vietnam », (Paris : Mémoire de DEA, Université de Paris VII, 1994), notes 119-120, on line at [http://www.er.uqam.ca/nobel/2266452/documents/articles/ContreRevolutions\\_VNODD.pdf](http://www.er.uqam.ca/nobel/2266452/documents/articles/ContreRevolutions_VNODD.pdf)

<sup>6</sup> Cité par Devillers, *Histoire du Vietnam*, Paris, Éditions du Seuil, 1952, p. 367.

<sup>7</sup> Sur Léon Pignon, voir : Daniel Varga, *La politique française en Indochine (1947-1950)* : *Histoire d'une décolonisation manquée*, (Aix-en-Provence : Université d'Aix-Marseille I, 2004), Thèse de Doctorat et « Léon Pignon, l'homme-clé de la solution Bao Dai et de l'implication des États-Unis dans la Guerre d'Indochine », *Outre-mers*, nos. 364-365 (décembre 2009), p. 277-313.



Bao Dai en compagnie de Mesdames Lauzin et Auboyneau

l'existence du quadripartisme français et de l'appartenance à l'Union française signifiait que les États associés ne pouvaient pas jouer pleinement de leur indépendance en matières financières, commerciale, militaire et diplomatique. Laconique et clairvoyant, Lucien Bodard écrivit que « Le « quadripartisme » était le prolongement de l'Indochine sous une forme indirecte »<sup>11</sup>.

Il faut noter toutefois que les Français n'étaient pas les seuls à procéder de pareille manière. Au même moment, en réaction à la création pilotée par Pignon des « États associés de l'Indochine », le gouvernement de Ho Chi Minh forma ses propres États associés en 1949-1950, en organisant les gouvernements de résistance et les fronts nationaux du Lao Issarak et du Khmer Issarak. Les « communistes vietnamiens » répliquaient ainsi aux « colonialistes français » en avançant leur propre pouvoir indirect en Indochine. Ils ajoutèrent de fait deux nouveaux États dans la lutte pour la souveraineté postcoloniale. En refusant de renoncer à l'Indochine, les Français comme les Vietnamiens, avaient créé les conditions pour que la guerre civile embrase le territoire indochinois tout entier.

<sup>8</sup> Christopher Goscha, « Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne: réseaux, relations et économie (1945-1954) », Paris, École Pratique des Hautes Études, 2000, Thèse de Doctorat, section Indochine.

<sup>9</sup> Bodard, *La guerre d'Indochine*, p. 131.

<sup>10</sup> Varga, « Léon Pignon, l'homme-clé de la solution Bao Dai », p. 277-313.

<sup>11</sup> Bodard, *La guerre d'Indochine*, p. 153.

rinaient sa réunification avec les protectorats de l'Annam et du Tonkin, à la seule condition que Bao Dai revienne prendre la direction de cet *État associé* au sein de l'Union française. L'« association » en question recouvrait deux aspects. Le Vietnam de Bao Dai serait associé aux deux autres États de l'Indochine, le Laos et le Cambodge, lesquels se trouvaient, tous trois, associés à l'Union française dirigée par Paris. Les Français étaient prêts à accorder une plus large indépendance à ces trois États indochinois, si chacun deux acceptait que la France continue à jouer le rôle du « quatrième » membre, ayant la responsabilité, à titre de dirigeant de l'Union, des relations entre ces États, ainsi que des opérations militaires et des affaires diplomatiques. Telle était la signification du terme de *quadrupartisme* introduit dans le nouveau vocabulaire légal par l'équipe Pignon : la France comptait pour un membre, en plus des trois États associés. À ce titre, la France tendait à s'occuper des affaires qui restaient fédérales – les douanes, l'immigration et la monnaie en circulation, la piastre indochinoise.

Visite d'autorités civiles et militaires américaines, 27 juillet 1950



que les masses paysannes indochinoises étaient encore fidèles à leurs souverains et que le meilleur moyen de les détourner de la propagande communiste, tout en gardant le contrôle sur elles, était d'agir par l'intermédiaire de ces rois. Le jeune roi cambodgien, Sihanouk, avait déjà rallié les Français en 1946, quant à son homologue laotien, Sisavang Vong s'était toujours montré fidèle à leurs égards. Pour soutenir ces rois et renforcer leur légitimité, Pignon ouvrit des négociations afin de rallier des groupes nationalistes dissidents dans chacun des trois pays. Autrement dit, gagner à sa cause les groupes nationalistes Khmer et Lao dont les dirigeants avaient trouvé refuge en Thaïlande et qui contestaient le pouvoir français depuis la Seconde Guerre mondiale. Les Lao Libres (*Laos Issara*) avaient établi un gouvernement en exil à Bangkok, dès 1946. Quant au mouvement des Khmers Libres (*Khmer Issarak*), il avait également constitué un gouvernement de résistance en 1948. Ces gouvernements en exil, du seul fait de leur existence (et aussi en raison de la qualité de leurs dirigeants) menaient la légitimité des monarchies Khmer et Lao. À la suite d'une série d'efforts payants, Pignon et son équipe parvinrent à rallier la plupart des dirigeants dissidents à sa grande stratégie monarchique indochinoise<sup>8</sup>. Le Vietnam était la cheville ouvrière du plan. Or, sans Bao Dai, il ne pouvait y avoir de solution royaliste et l'on commençait à manquer de temps. En avril 1949, alors que l'Armée Rouge chinoise traversait le fleuve Yangzi en direction de l'Indochine, le gouvernement accepta l'unification de la Cochinchine avec l'Annam et le Tonkin. En échange, Bao Dai devait revenir au pays prendre la tête de l'État associé du Vietnam en collaboration avec Sisavang Vong, Sihanouk et Léon Pignon, le faiseur de rois indochinois. « Nous aussi avons besoin d'un héros », confia-t-il, un jour, à Lucien Bodard, ajoutant : « contre Ho Chi Minh, il nous faut un anti-Ho Chi Minh »<sup>9</sup>.

Le troisième volet de la stratégie de Pignon visait à recueillir un soutien international au protectorat quadripartite indochinois, élaboré par les Français. À partir de 1948, les Français avaient déjà commencé à repenser leur combat contre la RDV et le rôle des États associés en tant que partie prenante de la bataille plus largement menée à l'Ouest, dans le cadre

de la Guerre froide, contre la progression du communisme eurasiatique. Comme Mark Lawrence l'a montré, l'objectif était de mobiliser un soutien atlantique autour de la solution Bao Dai. Pignon fit le pari que la volonté stratégique des États-Unis d'endiguer le communisme finirait par l'emporter sur leurs hésitations qui remontaient à 1945 et qui s'expliquaient par la crainte de donner l'impression de soutenir un régime colonialiste français obsolète. Les Français répétèrent à qui voulait l'entendre – aux bureaux européens et sud-est asiatique du Département d'État américain à Washington, auprès des consuls, à Hanoi et à Saigon, comme à l'ambassadeur américain à Paris – que la France (l'Europe de l'Ouest) et l'Indochine française (l'Asie du sud-est) étaient des chaînons vitaux pour la stratégie globale d'endiguement des États-Unis. Et le raisonnement poursuivait ainsi sa logique : la capacité de la France à faire barrage contre le communisme en Europe était étroitement liée à la bataille qu'elle menait contre les communistes en Indochine. Ho Chi Minh n'était plus une menace nationale contre l'ordre colonial, mais un maillon de la menace communiste internationaliste sur l'Occident. Comme la guerre s'éternisait et qu'un conflit encore plus large se profilait, le haut commandement militaire en Indochine qui avait cruellement besoin d'une assistance militaire accrue sonna l'alerte à la ronde. En 1949, poussés par les Britanniques, les Américains acceptèrent de fournir leur aide au protectorat indochinois de Pignon.

Le 8 mars 1949, les efforts persévérants de Pignon se voyaient récompensés<sup>10</sup> : Bao Dai signait les Accords de l'Élysée avec le Président Vincent Aurriol, scellant de la sorte la naissance de l'État associé du Vietnam. Des accords similaires suivirent immédiatement pour le Laos et le Cambodge. Les obstacles constitutionnels paraissant bloquer de façon insurmontable l'unification de la Cochinchine avec le Vietnam disparurent lorsqu'en mai l'Assemblée nationale française vota cette unification, éclipse dans les années 1860 et ainsi reconstruite pour la première fois. Quelques semaines plus tard, Bao Dai, soutenu, ou plus exactement poussé par l'alliance Atlantique, revenait au Vietnam où il préida officiellement la création de l'État associé du Vietnam, le 2 juillet 1949. Nous l'avons déjà signalé :

L'internationalisation du quadripartisme français sur l'Indochine voulue par Pignon atteignit son apogée en janvier 1950, lorsque Mao et Staline reconnurent la RDV. Craignant que le soutien sino-soviétique accordé à la RDV ne puisse inverser le rapport militaire contre les Français, le Haut-commissaire répéta, sans détour, à son gouvernement pourquoi les Français devaient à présent internationaliser la guerre. Les Français continueraient à lutter pour préserver l'Indochine de l'étreinte communiste eurasiatique, mais, en contrepartie, les Anglais et les Américains devaient augmenter leur aide militaire, reconnaître diplomatiquement les États associés de l'Indochine et accepter une présence coloniale française prolongée. Les termes de l'échange étaient on ne peut plus clairs, comme Pignon le réitéra auprès de son gouvernement « car c'est à ce seul prix que nous pouvons en accepter le poids »<sup>12</sup>. En février 1950, les Anglais et les Américains s'exécutaient d'instinct en reconnaissant les États associés de l'Indochine. En septembre, tandis que les Américains envoyaient des troupes de combat défendre la Corée du Sud, Washington autorisa la création à Saïgon du *Military Assistance Advisory Group* (MAAG), chargé d'acheminer et de coordonner l'aide militaire aux États associés du Vietnam, Laos et Cambodge par l'intermédiaire des Français. C'était là également la vocation du quadripartisme - « [Il] faudrait aussi, écrit Pignon en janvier, que l'aide éventuelle aux États associés leur parvienne par notre intermédiaire ». Les Français iraient au combat, pourraient même enrôler des Vietnamiens pour garder le communisme sous contrôle en Asie du Sud-Est, mais en échange les Américains devaient admettre que les Français gardaient les rênes du pouvoir, non pas les Indochinois. Washington accepta le marché et initia ainsi une guerre indirecte dédoublée en Indochine, tout en menant directement le combat en Corée et en essayant une série de bases militaires, d'aides économiques et d'alliances de sécurité de l'Europe de l'Ouest (Allemagne) jusqu'en Asie de l'Est (Japon).

Les Français continuaient à diriger indirectement l'Indochine tandis que les Américains s'assuraient que les Français sur place gardent le cap dans leur stratégie d'engagement global. Ce qui intéressait les stratèges américains le plus en Indochine étaient moins l'indépen-

dance immédiate du Vietnam que la présence de la marine, l'aviation et surtout le corps expéditionnaire français dans le Tonkin. Vu dans une perspective globale, devrait-on vraiment s'étonner d'apprendre que le développement de la « guerre psychologique » française à partir de 1950, ainsi que la création du célèbre Groupement de Commandos mixtes aéroportés (GCMA), étaient des œuvres *franco-américaines* ?<sup>13</sup>

La guerre américaine en Indochine – bien qu'indirecte – avait commencé en 1950, non en 1954. De bien des manières, l'engagement indirect coûtait moins cher que déployer des troupes américaines, prendre les commandos d'une nation émergente et former des armées locales. Les Français pouvaient s'en occuper. Il ne faut pas exagérer l'anticolonialisme américain. La Maison Blanche n'avait aucun état d'âme à faire passer leur aide par le biais des Français. Les dirigeants américains n'hésitaient pas non plus à appeler au calme, en cette période critique et chaude de la Guerre froide, les nationalistes non-communistes qui revenaient haut et fort la décolonisation auprès des Français. Quand le premier ministre de Bao Dai, Nguyen Phan Long, essaya d'obtenir des Américains leur aide pour pousser les Français à accorder l'indépendance vietnamienne, ce dernier fut simplement écarté du pouvoir et remplacé. Les Américains fermèrent les yeux. Les diplomates et les journalistes anticolonialistes eurent beau regretter cette politique, cela ne fut guère défait sur la stratégie franco-américaine. À l'occasion d'une visite au Vietnam, à la fin de l'année 1953, le vice-président Richard Nixon demanda aux nationalistes vietnamiens de ne pas trop harceler les Français tandis que l'on s'acheminait vers la confrontation de Diên Biên Phu. Et lorsque Norodom Sihanouk présenta sa croisade pour l'indépendance aux États-Unis en cette même année, John Foster Dulles, furieux, sermonna ce roi, en lui déclarant que ce n'était vraiment pas le moment de réclamer l'indépendance aux Français.

Il y eut pourtant des voix américaines dissidentes. En premier lieu, celle du sénateur démocrate du Massachusetts, John F. Kennedy. Il se rendit lui-même au Vietnam en 1951 et y rencontra un large éventail de personnalités françaises et vietnamiennes. Bien que

les Français lui aient assuré que tout allait bien, Kennedy quitta le pays avec la nette impression que la France n'était pas prête à renoncer à son pouvoir colonial et qu'en soutenant les Français plutôt que les Vietnamiens, les responsables américains compromettaient leur propre stratégie de Guerre froide en risquant de faire le jeu des communistes. Le sénateur démocrate, Mike Mansfield, qui se rendit également au Vietnam cette année-là, arriva à des conclusions similaires<sup>14</sup>. Forts de leurs positions au sein du Comité des Relations Internationales au Sénat, ils appelèrent la Maison Blanche à faire pression sur les Français pour qu'ils accordent une indépendance complète au Vietnam. Il s'agissait, selon eux, du meilleur moyen de combattre le gouvernement communiste de Ho Chi Minh. En juillet 1953, Kennedy faisait remarquer que « Les concessions françaises d'une indépendance limitée au peuple du Vietnam avaient toujours été trop petites et trop tardives »<sup>15</sup>. Les Républicains s'opposèrent à leurs amendements, persuadés qu'une telle contrainte pouvait conduire les Français à retirer leur armée d'Indochine. La stratégie de Pignon, visant à déloger les Français des intentions décolonisatrices américaines, fonctionnait à merveille.

### L'engagement indirect continue : Ngo Dinh Diem remplacé les Français

La montée des Ngo et la nouvelle suite de l'engagement indirect<sup>16</sup>

Du moins tant que Ngo Dinh Diem – l'homme que les Français avaient congédié dans les années 1930, pendant la première solution Bao Dai, puis de nouveau en 1948 – ne prenne la décision d'aller plaider en personne la cause non-communiste auprès des Américains. Bien qu'ils naient eu aucun plan



Le vice-président américain Richard Nixon lors d'une conférence d'état-major en Indochine, 1953

bien arrêté en quittant le Vietnam en 1950, ses frères et lui-même souhaitaient à tout le moins détourner le soutien que les Américains apportaient aux Français, pour l'orienter vers les nationalistes vietnamiens non-communistes, sinon pour eux-mêmes directement. Diem commença à faire entendre sa cause aux États-Unis auprès de diverses personnalités du pays appartenant aux milieux diplomatique, politique, religieux, universitaire et journalistique. Alors que le Maccarthysme ébranlait en profondeur l'ordre politique américain, Ngo Dinh Diem répétait à ses interlocuteurs qu'en refusant de lâcher l'Indochine, les Français faisaient le jeu des communistes dans un monde qui se décolonisait rapidement. Il ne manquait jamais de souligner que les Français utilisaient les Américains pour perpétuer leur pouvoir colonial<sup>17</sup>.

Malgré les difficultés rencontrées, notamment le conseil récurrent qu'on lui donnait de ne pas trop pousser les Français à accorder l'indépendance, Diem, lentement mais

<sup>12</sup> Léon Pignon, « Reconnaissance de Ho Chi Minh par Mao Tse Tung », p. 10-11, 24 janvier 1950, n° 16/PS/CAB, signé Pignon, dossier 6, carton 11, séries XIV, SOTFOM, Centre des Archives d'Outre-mer.  
<sup>13</sup> Christopher Goscha, *Historical Dictionary of the Indochina War (1945-1954)*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2011, pp. 191-192, 393-394, 424-425 et carton 10H266, Service historique de la Défense.  
<sup>14</sup> Dommen, *The Indochinese Experience*, p. 282-283.  
<sup>15</sup> Cité par Arthur Dommen, *The Indochinese Experience of the French and the Americans*, Bloomington, Indiana University Press, 2001, p. 213.  
<sup>16</sup> Pour cette section, je m'appuie sur les travaux de

François Guillemot, *Dai Viet, indépendance et révolution au Viet-Nam : l'échéec de la troisième voie (1938-1955)*, Paris, Les Indes Savantes, 2012 ; Jessica Chapman, *Cauldron of Resistance: Ngo Dinh Diem, the United States, and 1950s Southern Vietnam*, Ithaca, Cornell University Press, 2013 ; Ellen Hammer, *The Struggle for Indochina*, Stanford, Stanford University Press, 1966 ; Dommen, *The Indochinese Experience* ; et surtout Edward Miller, *Vision, Power and Agency: The Ascent of Ngo Dinh Diem, 1945-54*, *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 35, no. 3, (octobre 2004), p. 433-458.  
<sup>17</sup> Miller, *Vision, Power, Agency*, p. 446.

sûrement, construisit un réseau de soutiens à sa cause qui dépassait largement les accointances catholiques. Au début de l'année 1954, ses contacts s'étendaient aux Américains les plus influents de leurs temps : les sénateurs Kennedy et Mansfield, l'homme d'État Dean Acheson, William O. Douglas à la Cour Suprême, William Donovan au service des renseignements et l'influent cardinal Francis Spellman. Ce réseautage fit de lui l'homme de la situation, tandis que les responsables américains étaient de plus en plus nombreux à mettre en doute la pertinence stratégique d'un soutien au colonialisme français, quand bien même ils se montrèrent réservés à l'idée d'intervenir directement en Indochine. En mai 1953, Mansfield conclut un dîner avec Diem « sur l'impression que si quelqu'un pouvait tenir le Sud Vietnam, c'était quelqu'un comme Ngo Dinh Diem »<sup>18</sup>.

Sur place au Vietnam, des membres de la famille Diem, principalement son frère Ngo Dinh Nhu, diffusaient la cause nationaliste au sein des milieux politiques vietnamiens, des organisations de jeunesse, des catholiques, des syndicalistes et du monde du travail. Nhu, lui-même un militant, avait été l'instigateur d'un nouveau parti politique connu sous l'appellation de *Can lao nhan vi cach* ou Parti du Travail Révolutionnaire Personnaliste. Influencé par la doctrine du philosophe français Emmanuel Mounier, le « personnalisme », comme par le virage à gauche d'une partie du catholicisme français vers l'action sociale et l'anticolonialisme, Nhu importa l'idée du personnalisme au Vietnam. La fratrie Ngo pensait que ces idées fusionnées à celles du nationalisme allaient mettre le Vietnam sur les rails de l'ère postcoloniale et pourraient séduire les catholiques aussi bien que les non-catholiques.

La stratégie des frères Ngo – se placer, eux et leurs causes, auprès des Américains et des Vietnamiens mécontents – finit par les mettre en avant lorsque la situation indochinoise et internationale évoluèrent rapidement en 1953 et 1954. À l'échelon local, la passivité de Bao Dai persuada plus d'un nationaliste qu'ils devaient prendre leur cause en main ou risquer de passer pour des marionnettes. Par ailleurs, cette frustration grandissante se manifestait par un désir de plus en plus ardent de créer

de véritables partis politiques, une Assemblée nationale, une République, de telle sorte que les nationalistes puissent mobiliser les partis politiques et la démocratie contre Bao Dai, ses ministres et leurs bailleurs de fonds coloniaux. Enfin, la décision du gouvernement français de dévaluer unilatéralement la piastre en mai 1953 les excédèrent tous. Cette décision qui servit de cri de ralliement aux nationalistes en colère, était une preuve humiliante, s'il en était besoin, du caractère colonial que conservait la relation franco-vietnamienne. Lorsque le nouveau gouvernement français conduit par Joseph Laniel promit de « parfaire » l'indépendance de l'État associé du Vietnam, les frères Ngo étaient fin prêts, et déterminés à parvenir à leurs fins.

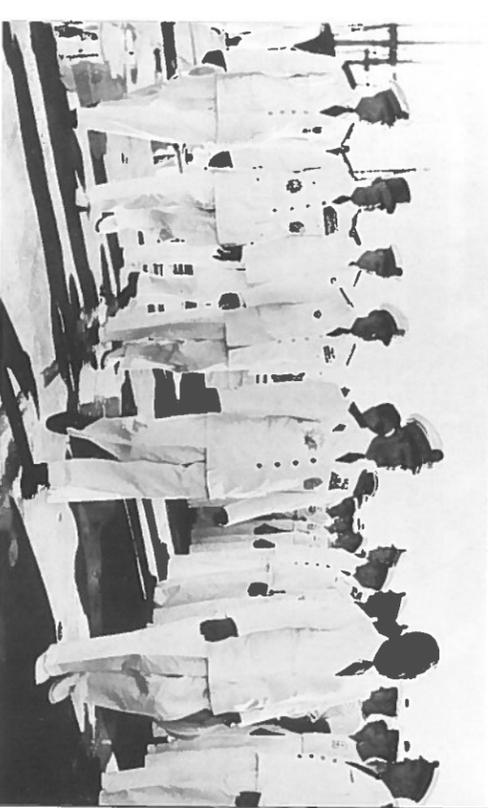
L'évolution précipitée de la situation internationale en 1953-1954 pouvait toutefois être lourde de menaces, autant pour les partisans de Ngo Dinh Diem que pour la RDV : la mort de Staline survenue en mars 1953, le rapide virage sino-soviétique vers la coexistence pacifique culminant avec le cessez-le-feu en Corée conclu en juillet, la multiplication des échanges internationaux pour négocier la fin de la guerre d'Indochine, et la déclaration de Laniel promettant de négocier une « sortie honorable » au conflit indochinois. Tant que les Français ne parvenaient pas à accéder à l'État associé du Vietnam sa pleine indépendance, rien n'empêchait formellement ces derniers de négocier directement avec le bloc communiste, notamment avec la RDV, ni de signer un accord international par-dessus les têtes des dirigeants de l'État associé du Vietnam. Cette perspective constituait, entre tous, le plus grand péril pour les nationalistes non-communistes. Lorsque les pourparlers internationaux s'engagèrent en septembre 1953 pour mettre fin aux conflits en Corée et en Indochine, les frères Ngo passerent à l'offensive contre les Français, Bao Dai et ses ministres. En septembre, appuyés par de nombreux contacts, Nhu présidait le Congrès de la Paix et de l'Union nationale.

Cette réunion, à laquelle on s'était bien gardé d'inviter Bao Dai et son cabinet ministériel afin de marquer clairement leur illégitimité nationaliste, prit les Français au dépourvu. Ce congrès réunit des dirigeants issus de tous les principaux groupes socio-politiques et religieux du pays. Tandis que ses délégués par-

tageaient leur frustration à l'égard de Bao Dai et de ses hommes, le congrès lança un appel à Laniel pour que des négociations s'ouvrent immédiatement sur l'indépendance complète du pays. Le message était donc limpide : si Bao Dai ne voulait pas diriger, d'autres le feraient à sa place. Ce congrès permit surtout aux frères Ngo de se mettre en vedette et promouvoir leurs images d'architectes d'une authentique alternative nationaliste. En quelques mois, après avoir transformé le mouvement Can Lao en parti politique, Nhu s'appuya sur cette structure ainsi que sur ses contacts syndicaux pour construire un réseau de loyaux soutiens à son frère, présenté comme le seul nationaliste sincère pouvant s'opposer aux Français, capable d'unifier les nationalistes non-communistes et de convaincre les Américains d'arrêter leur politique de soutien au protectorat français. Les Ngo condamnaient les notions d'« États associés », de « quadripartisme » et d'« Union ». Ils appelaient les Français à ins-taurer un « *Commonwealth* » à la britannique.

Le congrès de septembre poussa Bao Dai à agir. En octobre, le chef de l'État réunit ses alliés dans une conférence tenue séparément dont les résolutions réclamaient à présent l'indépendance intégrale. Les Français traînaient les pieds, promirent de négocier, mais refusèrent de s'attaquer aux complexités constitutionnelles et à la politique intérieure qui les empêchaient d'agir plus rapidement. Ils redoutaient par-dessus tout qu'en accordant l'indépendance complète à l'État associé du Vietnam en 1953-1954, leur Union française ne s'éroulât sous l'effet de dominos. Alors que Diem et Sihanouk plaidaient leurs causes indépendantistes à l'étranger, les Français étaient engagés dans une plus large bataille juridique avec les nationalistes en Tunisie, au Maroc, à Madagascar et en Algérie. Même après la chute de Dien Biên Phu, les Français ne pouvaient se permettre de libérer le statut du Vietnam de son « association » impériale de crainte que ce cas ne puisse se reproduire ailleurs dans l'Union française.

À peine la conférence de Genève s'apprêtait-elle à s'ouvrir en 1954 que Bao Dai et Ngo



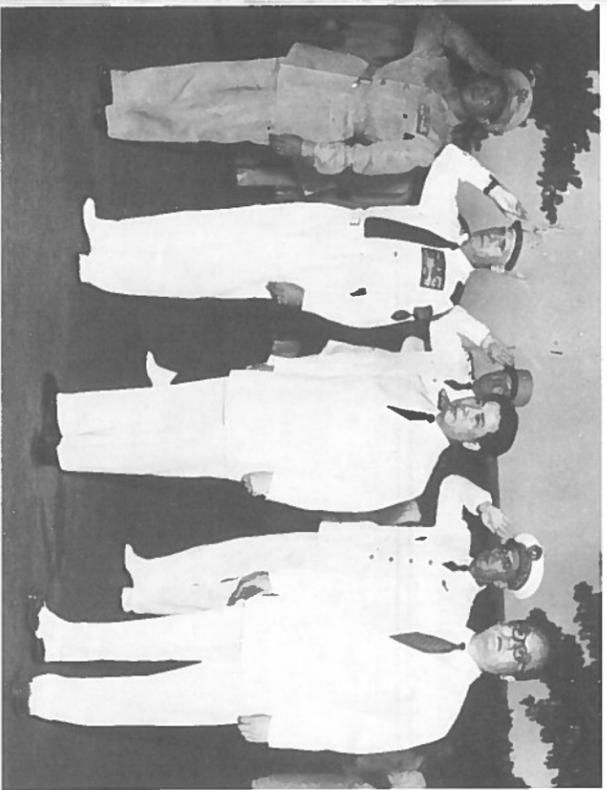
De droite à gauche, Bao Dai, l'amiral Orfoli et le général Salan

Dinh Diem partageaient en Europe, bien déterminés à forcer la main aux Français. Il fallait pour cela convaincre les diplomates américains de changer leur politique de soutien à la France, au risque de voir la totalité du pays passer au bloc communiste. Au début de juin 1954, alors que la Chine de Zhou Enlai s'efforçait de parvenir à un accord avec Pierre Mendès France, Bao Dai sollicita Ngo Dinh Diem pour le poste de premier ministre. Lors de cet entretien fatidique entre les deux hommes, à Paris, Bao Dai conduisit Diem dans une pièce où un crucifix était accroché au mur. Debout, devant la Croix, il déclara à Diem : « *Voilà votre Dieu. Vous allez faire le serment devant Lui de garder le territoire que l'on vous confie. Vous le défendrez contre les communistes et si besoin est contre les Français* ». Diem prêta serment<sup>19</sup>. Les Français, leurs alliés vietnamiens et la RDV avaient toutes les raisons d'interpréter ce geste pour ce qu'il était : un acte criant d'hostilité.

Bao Dai porta son choix sur Ngo Dinh Diem essentiellement pour détourner l'aide américaine aux Français et l'orienter vers les nationalistes non-communistes, l'objectif étant de sassurer que l'État associé du Vietnam survive aux négociations internationales. Du côté des Américains, l'on percevait clairement que le gouvernement français et son armée voulaient quitter l'Indochine. La question de la partition du pays avait déjà été évoquée à Genève, tandis que sur place, les généraux repliaient leurs troupes vers les Deltas. Incapable d'obtenir la ratification du traité créant une armée européenne, Mendès France n'avait qu'amplifié la frustration américaine. Aux yeux de nombreux

<sup>18</sup> Miller, 'Vision, Power, Agency', p. 446.

<sup>19</sup> Bao Dai, *Le dragon d'Annam*, Paris, Plon 1980, p. 328-329.



Arrivée du président  
Ngo Dinh Diem  
à Tan Son Nhut,  
25 juin 1954

Americains, les Français faisaient désormais figure de partenaires peu fiables, en Europe comme en Asie<sup>20</sup>.

Ce fut dans ce contexte aussi complexe que changeant, que Dulles, soutenu par Eisenhower, commença à repenser très vite ce que devait être la politique américaine au Vietnam selon des schémas déjà privilégiés par Kennedy. En avril 1954, le Secrétaire d'État prit des instructions soulignant « l'extrême importance » de pousser les Français à signer un traité accordant l'indépendance complète à l'État associé du Vietnam avant que ne s'ouvrent les négociations sur l'Indochine. Si les Français n'y parvenaient pas, les Américains devaient alors « prendre une part active » au conflit, à la seule condition de pouvoir collaborer avec « un gouvernement nationaliste vietnamien authentique »<sup>21</sup>. C'était exactement ce que Diem souhaitait et proposait. Raison pour laquelle les intérêts de l'administration Eisenhower et ceux de Diem finirent par converger très vite à Genève, en juin et juillet 1954. Alors que les Français signaient un cessez-le-feu avec leurs homologues vietnamiens de la RDV, soutenus par Moscou et Beijing, le gouvernement du premier ministre Ngo Dinh Diem refusa catégoriquement d'en faire autant, pleinement appuyé par Washington. Diem voulait que les Français partent, afin d'empêcher un effondrement total du nationalisme vietnamien non-communiste, tandis que les Américains cherchaient désespérément un nouvel allié dans leur guerre indirecte contre les communistes contrôlant « l'Eurasie » de l'Elbe à la Chine méridionale.

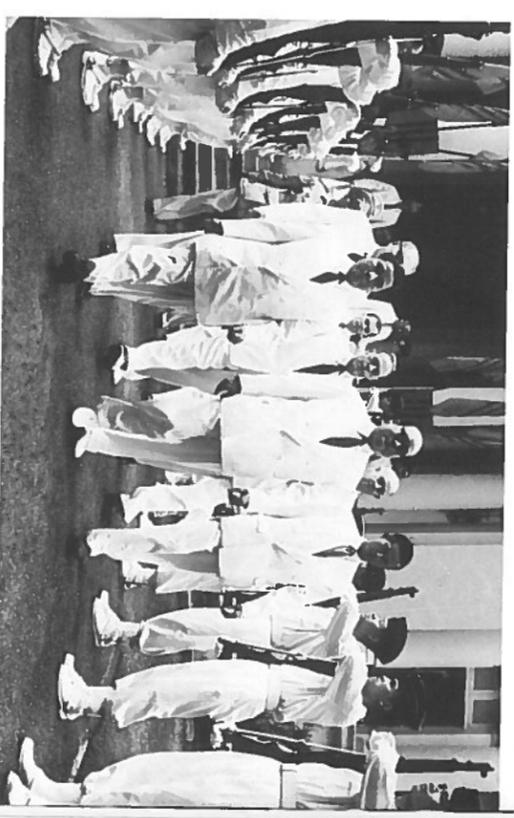
## Conclusion : de l'indignement indirect à l'intervention directe ... Les États-Unis, Ngo Dinh Diem et la formation d'un autre Vietnam<sup>22</sup>

Les relations entre les Américains, les Français et les frères Ngo sortirent profondément modifiées après la conférence historique de Genève, en juillet 1954, au regard de ce qu'elles étaient quelques mois plus tôt. À présent que l'État de Ho Chi Minh était prêt à prendre le contrôle sur tout le Nord-Vietnam depuis Hanoi, les Américains misaient à fond sur un « Sud-Vietnam » pleinement décolonisé, anticommuniste, économiquement prospère et lourdement armé, capable de former un barrage indochinois dans la lutte globale de confinement du communisme. Eisenhower, qui avait bien failli se lancer dans la guerre d'Indochine en 1954 avant de se rétracter, s'était rallié à l'idée de construire un Sud-Vietnam (l'État du Vietnam moins le nord) et de nouer un traité de sécurité collective l'incluant, ainsi que le Laos et le Cambodge. Après avoir présenté sa fameuse théorie des dominos en avril 1954, le président chargea Dulles de mettre sur pied ce qui deviendra l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) en septembre. Elle fut conçue comme un chaînon intégré à un vaste maillage de traités américains, étendu de l'Alliance Atlantique à l'Ouest aux accords bilatéraux à l'Est avec le Japon et Taïwan, et reliés entre eux au sud par des points attaches en Iraq, au Pakistan, à Bangkok, en Australie, en Nouvelle-Zélande ainsi qu'aux Philippines. L'OTASE boucla la ceinture sud de l'Indigence souhaitée par l'administration Eisenhower. Elle servit également à empêcher les Chinois d'instrumentaliser des États neutralistes et non communistes comme l'Inde, la Birmanie et l'Indonésie, dans le but de percer cette ceinture. Et puisque Zhou Enlai pensait contourner les Américains en neutralisant

l'Indochine à Genève, Washington étendit la protection de l'OTASE aux États associés, sans pour autant formellement les admettre au sein de l'organisation. Les stratèges américains croyaient, à tort ou à raison, que le traité sino-soviétique signé par Staline et Mao en 1950 avait eu pour effet non seulement de consolider la domination communiste en « Eurasie », mais également de permettre à Moscou et Beijing d'avancer leurs positions en Asie du Sud-Est par Tonkin interposé, à l'instar de ce que les Japonais avaient fait en 1940. Sortis de la Seconde Guerre mondiale, les Américains concevaient leur stratégie en termes véritablement mondiaux.

Ngo Dinh Diem assurait aux Américains qu'il était l'homme de la situation, tout en s'efforçant de construire et de mettre à l'abri un État national indépendant et légitime, économiquement sain et politiquement centralisé. Ses frères et lui avaient la conviction qu'ils étaient les seuls compétents à pouvoir le faire. Trop de nationalistes, du moins à leurs yeux, s'étaient compromis en pariant sur les Français ou ne s'étaient pas prononcés : raison de plus pour penser être les élus de la nation. Sans parler des succès remportés en 1953-1954 et qui contribuaient d'autant à renforcer leurs convictions. Des opinions critiques s'élevèrent cependant à l'encontre d'un glissement dangereux vers un pouvoir autoritaire et népotique, incarné par Diem qui s'appuyait de plus en plus sur sa famille et leurs réseaux catholiques pour gouverner. Pour la famille Ngo, le plus important était ailleurs, rétorquaient-ils : agir et obtenir des résultats. Le temps était compté. Les colonialistes et les communistes avaient marchandé la moitié du pays à Genève, clamaient-ils. Bao Dai, complètement dépassé par les événements, garda Diem pour premier ministre et lui donna ce que la famille Ngo voulait : les pleins pouvoirs. Un an plus tard, Bao Dai n'était plus là. L'armée française s'était retirée. Diem avait, quant à lui, créé la République du Vietnam, consolidé son pouvoir personnel et pris le contrôle de l'armée. La piastre indochinoise disparut en décembre 1955 et avec elle, un siècle de pouvoir colonial français en Indochine.

Si la conférence de Genève de 1954 marquait bien la fin du conflit français, elle ne fut qu'une pause entre deux guerres, séparées et



Cérémonie de passation  
du gouvernement  
vietnamien,  
7 juillet 1954

croisées, l'une vietnamienne et l'autre américaine. Le conflit vietnamien était un conflit civil, amorcé en 1945-1946 entre les communistes dirigés par la RDV et leurs opposants non communistes, regroupés derrière les Dai Viet et le VNQDD au nord jusqu'aux forces religieuses Hoa Hao et Cao Dai au Sud. Aussi longtemps que les deux Vietnam issus de Genève s'efforçaient de renforcer leurs fractions d'États, l'un au Nord, l'autre au Sud, le cessez-le-feu de 1954, négocié internationalement, pouvait ou aurait pu facilement déboucher sur deux nations vietnamiennes séparées, comme ce fut le cas (durablement jusqu'à nos jours) en Corée et en Chine. Mais si les deux États vietnamiens, ou l'un des deux, renouelaient leurs revendications souverainistes sur l'autre zone, la guerre civile vietnamienne reprendrait de plus belle, en prolongeant un conflit dont les origines remontaient à la violence civile des années 1945-1947<sup>23</sup>.

De la même façon, au lieu d'envisager la conférence de Genève comme une sorte de passation de pouvoir au Vietnam des Français aux Américains, il faudrait plutôt y voir une relance de la guerre indirecte d'indigence entreprise par Washington et amorcée en Indochine dès les années 1948-1950. Car si les Français ont pu manipuler l'anticommunisme américain dans la perspective de maintenir leur pouvoir colonial en Indochine, il ne faut pas oublier que les Américains ont, eux aussi, utilisé l'administration coloniale, les commandos et l'armée française dans le cadre de leur combat, global et indirect, contre le communisme. Au début de

<sup>20</sup> Sur la politique française face au réarmement allemand et l'armée européenne, voir : William Hitchcock, *France Restored*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1998, chapitres 5-6.

<sup>21</sup> Cité par Philip Catton, *Diem's Final Failure*, Lawrence, University Press of Kansas, 2002, p. 7.

<sup>22</sup> Sur les premières années de la République du Vietnam, je me base sur les études suivantes : Philip Catton, *Diem's Final Failure*; Miller, *Misalliances*; Dommen, *The Indochinese Experience*; et Chapman, *Cauldron of Resistance*.

<sup>23</sup> Guillemot, *Dai Viet*.

1954, 80 % des dépenses de la guerre d'Indochine étaient payées par les Américains. Ces derniers n'ont pas acheté la guerre d'Indochine aux Français. Cette guerre était *aussi* la leur, et le prix à payer pour maintenir les Français dans ce segment indochinois, une stratégie véritablement globale. En comparaison de ce qu'à coûté le GDP pour assurer la protection de l'Europe de l'Ouest, sans parler de ce qui a été dépensé pour les guerres de Corée et l'installation fort coûteuse de bases militaires dans le monde, cette stratégie indirecte – utiliser le point d'appui français en Indochine – paraissait économiquement fondée. Les communistes français n'étaient pas les seuls à souligner que la France « *exportait des soldats en Indochine contre des dollars* »<sup>24</sup>.

Les Américains n'ont pas « remplacé » les Français en 1954, comme on le prétend souvent. Une autre instance s'en chargea et ce fut la République du Vietnam de Ngo Dinh Diem. Ce n'est pas non plus un hasard si ce relais fut pris lors des négociations de Genève en 1954. Tant que les Américains veillaient à ne pas piétiner la souveraineté de l'État vietnamien (tout comme ils avaient pris soin de respecter la souveraineté coloniale française en Indochine) et que les dirigeants vietnamiens veillaient à ne pas compromettre l'investissement stratégique américain au Vietnam en négociant avec les communistes dans le dos de Washington, dès lors une nouvelle alliance pouvait fonctionner en Indochine.

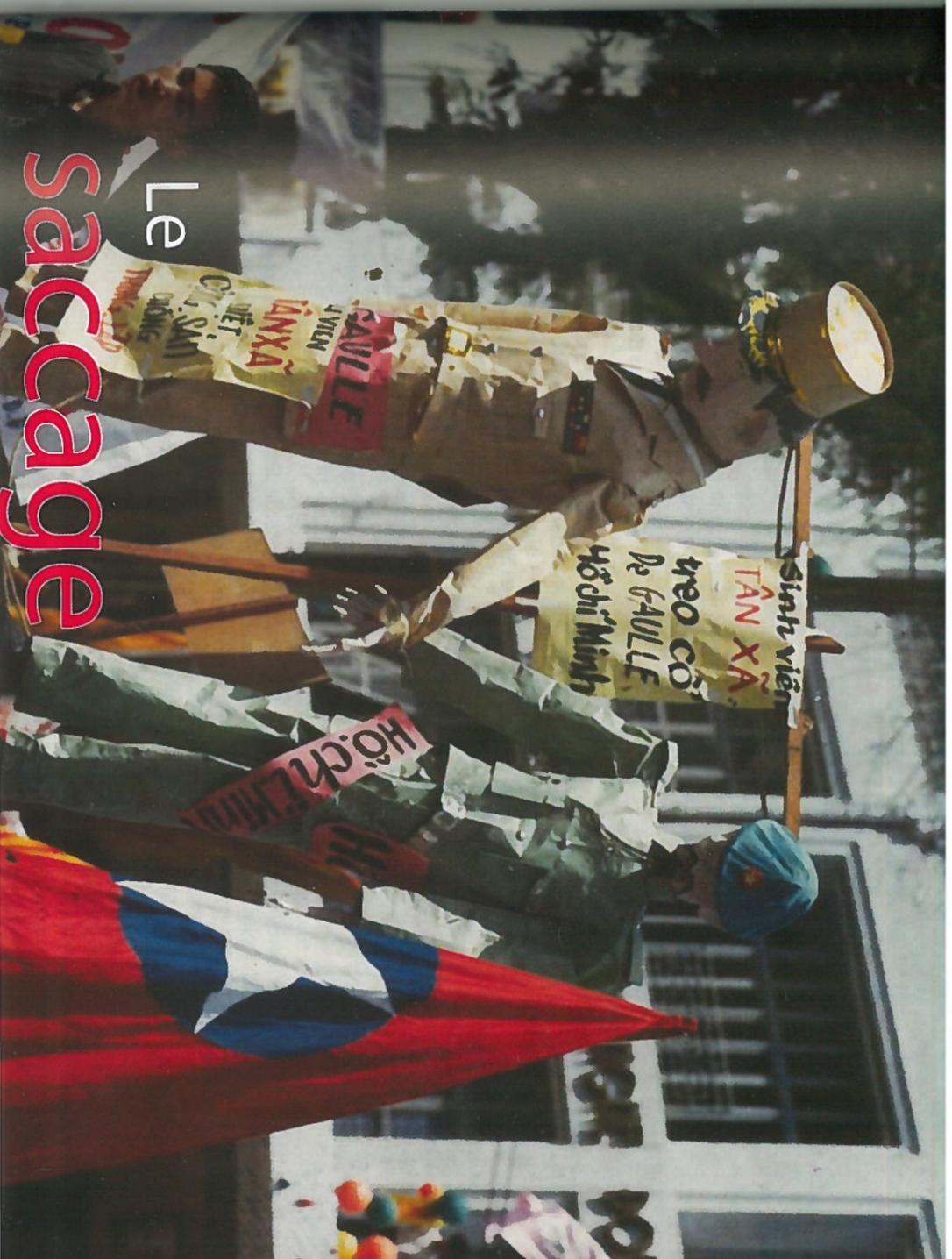
Les Américains, en revanche, n'avaient pas prévu l'interprétation que Diem finira par donner à cette stratégie d'endiguement indirect. Le

président de la République du Vietnam finit par la percevoir comme un protectorat. De fait, en 1960, plus d'un représentant américain au Vietnam regrettaient de ne pas avoir le pouvoir que les Français avaient eu entre leurs mains, pour promouvoir les réformes et les opérations militaires qu'ils souhaitaient. Lorsque les politiques menées par Diem menacèrent de sélier de vastes portions de l'élite politique vietnamienne du sud et qu'elles poussèrent la majorité des paysans à prendre les armes aux côtés des communistes, réactivant ainsi la guerre civile pour le Vietnam, l'administration Kennedy prit une décision historique en 1963. Elle donna son appui pour renverser par un coup militaire leur « miracle man » de naguère, Ngo Dinh Diem. L'année 1963 est, pour cette raison, tout aussi cruciale que les années 1948-1950 ou 1953-1954. Non seulement parce qu'elle ouvrait la voie à une intervention américaine, mais aussi parce qu'elle marquait l'échec de quinze années de guerre indirecte menée par les Américains en Indochine.

Les Américains devaient décider à présent, et l'on voit bien toute l'ironie de la chose, auprès de qui ils pourraient continuer à combattre pour leur guerre d'endiguement dans l'Asie du Sud-Est. Faute de trouver des partenaires pour mener conjointement ce combat, ils devraient se résoudre à une décision tout aussi historique, l'intervention directe au Vietnam ou le retrait une fois pour toute. Lorsque Kennedy remplaça le MAAAG par le MACV en 1962 et demanda à Diem un « partenariat limité », les Américains s'orientaient déjà vers une guerre plus directe au Vietnam. Ngo Dinh Diem s'y était opposé. Et il en avait payé le prix fort.



<sup>24</sup>C'est ainsi que le formula Jean-Jacques Servan-Schreiber, fondateur de l'*Express* et proche de Mendès France, le 22 juillet 1953. Cité dans le journal *Le Monde*.



# Le Saccage de l'ambassade de France

## à Saïgon en juillet 1964

### Une réaction des réfugiés du Nord face à la double menace de neutralisation\*

Phi Vân Nguyen

\* L'auteur tient à remercier le colonel (er) Frédéric Guelton, ancien chef du Département de l'armée de terre du Service historique de la Défense, pour son aide.